

Ce qui égorge les consommateurs, monsieur le président, ce sont les taxes, les impôts, les intérêts en général qui grèvent les prix, qui empêchent les producteurs de réaliser des profits convenables, parce que les prix ont subi des augmentations à cause de ce que je viens d'énumérer.

Nous sommes à étudier les amendements au bill et le bill lui-même. L'industrie de base, comme toutes les autres, est aux prises avec des problèmes de surproduction, et non pas de consommation. On ne sait que faire de ses produits.

Pour les cultivateurs de l'Ouest, il y a trop de grain et de bœuf, et ils se lancent dans d'autres productions comme celle du bacon et du poulet, mais ceci entrave le marché des producteurs de l'Est. Afin de mieux garantir les emprunts contractés, on demande la nationalisation des produits agricoles par des règlements contrôlant la production, la vente, la mise en marché des prix, bref, de l'économie agricole tout entière. Ceci conduit le producteur de l'Est à intervenir en forçant le gouvernement à émettre des organismes de contrôle, en imposant des punitions à ceux de l'Ouest. Trouverons-nous des solutions dans ce genre de propositions ou dans ces prises de position?

Est-ce que ceci empêchera les prix d'augmenter? Est-ce que ceci permettra aux consommateurs de consommer plus? Est-ce que cette politique reconnaît que le roi et maître de l'économie est celui qui a le dernier mot à dire, savoir le consommateur? Est-ce qu'on reconnaît que la production a un seul but, celui de satisfaire aux besoins? On ne pense pas à satisfaire la finance au détriment de n'importe qui, de n'importe quoi.

Si l'on veut maintenir la production dans le domaine de l'agriculture comme dans d'autres domaines, il faudra que le pouvoir d'achat des consommateurs puisse absorber encore plus de produits de toutes sortes. Le pouvoir d'achat doit être soutenu en proportion de leurs besoins légitimes.

Ceci peut se faire de diverses façons. Premièrement, au moyen d'un escompte compensé, par des émissions de crédits convertis permettant les réductions des prix. Les prix sont trop élevés, ce qui empêche les consommateurs de consommer plus. Cela nuit aussi aux exportations.

En ce qui a trait à l'industrie de base, l'agriculture, on devrait accorder un escompte sur l'achat de toute machinerie servant à la production, sur l'achat de matériaux servant à la construction de bâtiments, ainsi qu'à ce qui a trait au transport. Il en résulterait une réduction globale des prix, et il deviendrait ainsi plus facile pour les agriculteurs d'écouler leurs produits. L'exportation serait alors largement favorisée. Les surplus, une fois que l'on aura satisfait aux besoins, devraient être emmagasinés par les cultivateurs et leurs coopératives pour fins d'exportation. Le gouvernement devrait s'approvisionner pour faire des cadeaux, pour distribuer ces surplus de produits alimentaires qui sont tant recherchés par les pays où l'on crève de faim.

● (4.50 p.m.)

On ne sait que faire de la production. Pourtant, dans le monde entier, sur quatre personnes, deux meurent de faim. On ne sait que faire. On empêche la terre de produire. On paie les cultivateurs pour qu'ils ne sèment pas. On travaille en vue de trouver toutes sortes de formules pour les embêter, pour les empêcher de semer, de produire, pour les obliger à abandonner leurs fermes, afin de produire moins pour ne pas réaliser de surplus, parce qu'on est trop bête pour distribuer ces mêmes surplus.

[M. Latulippe.]

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est maintenant écoulé.

Une voix: Continuez!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): L'honorable député peut obtenir le consentement unanime pour continuer ses remarques. La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Latulippe: Monsieur le président, je remercie les honorables députés de leur gentillesse à mon égard. Je vous avoue que j'ai beaucoup à dire, mais je limiterai mes remarques.

Pour en revenir à la commission de contrôle des denrées et du crédit aux coopératives, je disais que cela aiderait les agriculteurs. S'ils ont déjà tous ces genres de coopératives, ces genres de mise en marché, ils n'ont pas besoin d'autres organismes pour leur mise en marché. Ce dont ils ont besoin, monsieur le président, c'est de la garantie, pour le consommateur, d'un pouvoir d'achat adéquat. De cette façon, les agriculteurs, resteraient propriétaires de leurs fermes. Malheureusement, les offices créés par le gouvernement, dominés par lui, prendront toutes les décisions quant aux produits à produire, quant aux quantités à produire, quant à leur qualité, quant aux catégories et aux classes des produits et quant aux prix qui seront versés. De la sorte, nous aurons une économie agricole comme en URSS, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Et je ferai remarquer que toutes les conclusions des ateliers, au congrès de l'agriculture, se sont prononcées contre une intervention aussi directe de l'État dans l'agriculture, la plupart se limitant à souhaiter une intervention se situant entre les stipulations du deuxième et du troisième paragraphe, c'est-à-dire, entre l'intervention moyenne et une haute intervention.

A l'heure actuelle, l'intervention tend vers le palier II, mais le bill C-176 élimine le palier II pour tomber au palier IV. Le prochain pas à franchir sera la nationalisation totale de l'agriculture.

Monsieur le président, si les agriculteurs veulent un supplément de sécurité, ils doivent abandonner un certain degré de liberté, avec ce bill C-176. Si les agriculteurs désirent toucher un revenu annuel garanti et des avantages tirés des investissements, ils ne peuvent pas avoir des bénéfices élevés. Si les agriculteurs veulent un contrôle gouvernemental, ils doivent servir les consommateurs et les contribuables. S'ils veulent un haut degré de contrôle gouvernemental, leurs organisations agricoles devront abandonner une grande partie de leur puissance, de leur initiative et de leurs responsabilités au gouvernement. C'est ce à quoi le bill C-176 vise.

Il est difficile, sinon impossible, d'associer des options fondamentalement différentes. En d'autres termes, il est presque impossible d'obtenir les avantages d'un système sans en accepter aussi les inconvénients.

A cause de l'interdépendance de plus en plus grande entre divers domaines, dans celui des denrées par exemple, du blé, des céréales, des plantes fourragères, du bétail, le système d'ensemble doit être logiquement intégré. Monsieur le président, je dis—et je crois que les honorables députés l'ont déjà compris—que nous ne pourrions pas approuver ce bill, parce que nous nous battons pour la liberté. Nous nous battons pour la sécurité, oui, mais avec la liberté, et nous voterons contre le bill à cause de cela.